

Des rivages et des hommes

Entretien avec Jean-Didier Urbain

FRANÇOISE LE LAY

Jean-Didier Urbain est docteur en anthropologie sociale et culturelle et docteur ès lettres et sciences humaines, spécialiste du tourisme et du voyage. « Expert des vacances », il est l'auteur de nombreux ouvrages sur le sujet notamment : *L'idiote du voyage* (2002) ; *Le voyage était presque parfait* (2008) mais aussi plus spécifiquement sur la villégiature balnéaire avec *Sur la plage* (1994) et *Au soleil - naissance de la Méditerranée estivale* (2014).



La relation entre la ville et le littoral est complexe ; peut-on dire qu'elle lui a d'abord tourné le dos ?

Il y a, depuis la nuit des temps, des villes qui ont été délibérément construites en retrait du littoral : Athènes et le Pirée, Rome et Ostie. Fernand Braudel, dans *Identité de la France*, indique à quel point la géopolitique française s'est toujours construite en marge du rivage, contrairement à d'autres pays comme l'Angleterre, la Hollande ou les Pays-Bas. C'est tardivement, à partir de Richelieu, qu'on se tourne vers la mer : le port de la Rochelle, par exemple, est construit pour des raisons guerrières. Et même nos grands ports, à part ceux qui sont hérités du monde romain comme Marseille ou Nice, sont en retrait du littoral ; ce sont davantage des ports fluviaux que des ports du littoral. Bordeaux en est un exemple mais aussi Nantes, Rouen... Et quand vous regardez l'arc du Languedoc-Roussillon, toutes les grandes villes sont construites en retrait, de Perpignan à Montpellier, en passant par Béziers et Narbonne. Il faut dire que le littoral est un lieu plutôt dangereux, malsain ; l'urbanisation du littoral présuppose d'abord l'assainissement du rivage. Cela a été le cas pour le Languedoc mais aussi pour la Baule, station balnéaire sortie de nulle part après l'assainissement

préalable du lieu. Il y a donc ce rapport de méfiance qu'on oublie un peu, en croyant qu'on s'est toujours installé spontanément en bord de mer. Un exemple littéraire est extrêmement intéressant : c'est la description que fait Flaubert, lors d'un voyage en Bretagne avec Maxime Du Camp dans les années 1840-1850. Il présente un monde aux confins du monde, avec une humanité misérable tant d'un point de vue économique que sanitaire, un monde très peu civilisé. Ainsi, dans bien des régions de France, le rivage attend encore sa colonisation au début du XIX^e siècle.

Le littoral si attractif aujourd'hui n'a donc pas toujours été un lieu désirable ?

Exactement. C'est comme le bain de mer : on croit qu'on s'est spontanément jeté dans les flots, ce n'est pas vrai du tout. C'est par le biais de la médicalisation qu'on s'est habitué à aller vers le littoral. Il fallait une bonne raison, une raison de santé – on prête à l'eau de mer toutes les vertus – pour que finalement on accepte de s'approcher du rivage. Dans la Méditerranée estivale, quand on pense à la Corse, on pense à Calvi, Bonifacio, Porticcio... à toutes les plages très agréables. Mais les destinations touristiques de la Corse qui apparaissent au XIX^e siècle sont d'abord des destinations de tourisme à l'intérieur des terres. Et d'ailleurs les pêcheurs corses apparaissent très tardivement. Même dans les pays de grands navigateurs comme le Portugal ou l'Italie, on a appris à nager très tard.

Comment est née l'urbanisation du littoral ?

La forme primitive d'urbanisation du littoral, ce sont les ports. Ils se sont développés avec le marché international, le commerce avec des colonies et aussi avec l'essor de la pêche industrielle. La pêche, qui était une activité très disséminée sur le littoral avec des petits pêcheurs, des petits ports, des petits villages de bord de mer, n'a pas provoqué une urbanisation.



C'est quand ces petits pêcheurs sont devenus des ouvriers de la mer et sont allés dans les grandes villes travailler comme pêcheurs industriels sur des gros bateaux que l'urbanisation du littoral s'est faite. Donc, c'est le développement de la pêche hauturière et la fin de la pêche de cabotage qui a scellé le développement urbain du littoral dans bien des cas. De Boulogne-sur-Mer jusqu'à Marseille en passant par Dunkerque, La Rochelle ou Biarritz.

De quelle façon le littoral est-il passé d'un lieu de villégiature à un lieu où l'on habite ? Que viennent y chercher les personnes qui s'y installent de façon durable ?

Ce processus s'amorce, d'abord discrètement, au début des années 1960 avec une lente mais sûre migration massive des Français vers le Sud. Ce sont des gens qui ne partent plus seulement en vacances mais qui partent s'installer « pour de bon » sur le bord de mer ; et cela se développe de façon endémique. Parmi les villes qui ont le plus gros gain démographique, on cite régulièrement Montpellier qui ne cesse de grandir parce qu'elle est universitaire, parce qu'elle devient une métropole.

La côte atlantique a été touchée plus tard, par des flux horizontaux venant plutôt de l'Allemagne, de l'Est de la France. La Bretagne a largement misé, depuis un peu plus d'une vingtaine d'années, sur le développement immobilier et résidentiel de la région. Ce qui, d'ailleurs, n'est pas sans problème pour les populations locales antérieures à ce flux.

La raison climatique est importante pour expliquer ce processus. Mais il y a aussi, je pense, la recherche d'une qualité de vie liée à plus d'espace. Il faut être prudent sur ce qu'on entend par urbanisation. Le Conservatoire du littoral a effectué un gros travail pour essayer de limiter le mitage du littoral c'est-à-dire le développement de l'habitat individuel, mais c'est quand même la tendance lourde. Ceux qui migrent des grandes villes vers le littoral recherchent l'habitat individuel. Et cette logique d'urbanisation pavillonnaire représente un gros problème parce qu'elle engendre plus d'artificialisation du sol que l'habitat collectif.

Habiter le littoral, ce n'est pas forcément avoir une maison les pieds dans l'eau, c'est aussi habiter dans l'arrière-pays de Montpellier, de Perpignan, de Nîmes, de la Provence... Je pense que c'est ça aussi qu'on va chercher : un endroit où il y a de la place, où on peut avoir sa maison à soi. C'est un phénomène important anthropologiquement parlant : nous sommes une société de plus en plus tribale qui recherche des lieux de sécurité et de tranquillité centrés sur la famille, des territoires limités dont on est complètement maître face à des territoires urbains

dans lesquels on se perd. Et un habitat à l'image de ce désir. Plus la ville est grosse, plus elle émet des gens qui ont des résidences secondaires et celles-ci sont à 80 % des habitats individuels.

Mais il est intéressant de constater que, dans le cadre de l'urbanisation très planifiée de l'arc languedocien, ce n'est pas l'habitat individuel qui a mité le littoral. La Grande-Motte est un lieu intéressant, assez vivable, très apprécié. Quand vous regardez la structure des habitats, ce sont des maisons-terrasses, des superpositions de villas beaucoup plus que de l'habitat collectif au sens haussmannien du terme.

Depuis la pandémie, les façades littorales ont confirmé leur attractivité. Les Français ont-ils fui vers le littoral pour se mettre à l'abri du monde ?

Le littoral s'est épanoui historiquement à l'aune de sa médicalisation et cette idée de qualité sanitaire est maintenant bien ancrée dans les mentalités. La mer a une valeur fantasmagorique de ce point de vue-là extrêmement forte et, plus largement, la proximité du rivage. On sort là de la définition restreinte du littoral, ces 4 % du territoire qui s'étirent jusqu'à 1 km dans les terres ; on s'installe plus loin. Mais on est près de la mer et on y est en très peu de temps. Dans les loisirs également, la plupart des villes se tournent vers leur littoral.

Et puis, la pandémie a été aussi vécue comme une séquestration. Les gens ont recherché de l'espace. Pour certains, bien sûr, c'est l'espace naturel, le monde rural, la rusticité. Mais pour beaucoup, ce n'est pas ça du tout, c'est aller dans des villes assez



La plage de Grandville par Eugène Isabey en 1863, © Musée de Laval.



petites pour pouvoir accéder à l'habitat individuel, pour avoir de l'espace, prendre sa voiture et être en 10 minutes dans la nature. La pandémie a donc un petit peu redistribué les cartes en termes de flux migratoires parce que finalement la campagne, l'intérieur des terres s'est trouvé une nouvelle vigueur en termes d'accueil comme en témoigne le développement des petites et moyennes villes.

Pouvez-vous nous éclairer sur les notions de bi-résident ou polysédentaire dont on a beaucoup parlé au moment de la pandémie ?

La pandémie a été un énorme catalyseur de choses qui étaient déjà dans l'air. J'ai employé les termes de bi-résidentiel, de bi-résidentialité et de polysédentarité il y a plus de vingt ans dans un groupe de prospective à la Datar parce que se dessinait alors la fin des utopies ruralistes ou pastoralistes. On passait d'un monde où on choisissait entre la ville et ce qui ne l'était pas, à un monde où on choisit de ne pas choisir : on veut les deux. C'est ce qui a donné naissance à la polysédentarité et à ce qu'on a aussi appelé des navetteurs, des gens qui bougent entre deux domiciles, prennent le train, la voiture,

passent quatre jours en ville, quatre jours dans leur résidence alternative. Ce ne sont plus des résidences secondaires d'ailleurs (à part en termes d'imposition fiscale), c'est l'autre maison, une deuxième résidence principale. Le polysédentaire naît de l'abolition de ce clivage entre secondaire et principale. Ce n'est pas de l'ordre du tourisme, de la villégiature, mais bien de l'ordre du nomadisme puisque cet individu quitte un domicile familial pour un autre domicile qui l'est tout autant.

Mais ce rêve de littoral n'est pas à la portée de tous. Ne provoque-t-il pas l'éviction de ceux qui étaient là avant ou de ceux qui travaillent ?

Effectivement. Parce que d'un point de vue immobilier, le littoral coûte plus cher. Et l'arrivée massive des résidents secondaires ou des habitants alternatifs qui font monter les prix pose problème ; c'est le cas du golfe du Morbihan par exemple. Il y a une spéculation foncière qui a pour conséquence que les gens du coin n'ont plus les moyens d'acheter chez eux ; la population locale se sent spoliée de son droit à la résidence. Dans l'espace rural, il n'y a pas cette spéculation, en tout cas pas dans tous les espaces ruraux. Sur la diagonale du vide qui va des Pyrénées centrales jusqu'aux Ardennes, vous trouvez des maisons pas chères. Comme je l'explique dans *Paradis verts*¹, plus de la moitié du parc de résidences secondaires à la campagne est possédé par des retraités aux revenus modestes, des employés et des ouvriers, avec des maisons à la hauteur de leurs moyens. Cette révolution de l'habitat en termes d'alternative, de polysédentarité, concerne plus ou moins toutes les classes avec certes une inégalité des possibilités qui n'est pas seulement économique d'ailleurs, qui est aussi professionnelle. En effet, certaines professions se prêtent au télétravail, d'autres pas.

Sur le littoral, les phénomènes spéculatifs sont évidents. Mais c'est une question de volonté politique. S'il n'y a pas de politique sociale de l'habitat, ça donne ce genre de résultats. On ne pense qu'à l'accueil des primo-arrivants ou des vacanciers, ou des touristes. Par conséquent, on exclut de leur propre territoire les gens qui sont du lieu, les autochtones, et les indigènes qui sont les natifs de la région. Cela peut mener à des conflits, voire prendre des tournures violentes dans certaines régions où il y a des problèmes autour du développement d'Airbnb, de Booking.com, notamment.

Évidemment cela touche les classes économiquement les plus défavorisées, mais ça peut concerner aussi les petits employés, les étudiants avec des prix de locations qui montent à des hauteurs vertigineuses.

1 | *Paradis verts. Désirs de campagne et passions résidentielles*, Payot, 2002.

Et quand ils trouvent, ils sont expulsés au moment de l'été. J'ai vu cela à Royan par exemple, il y a des locations à l'année pour des gens qui s'engagent, quand ils signent leur contrat, à partir en juin, juillet, août, septembre : ces quatre mois sont réservés aux gens qui louent en villégiature.

Le développement du littoral et du tourisme est-il finalement une bonne chose ?

D'un côté, on va mettre en avant qu'il en va du développement du littoral, de l'amélioration économique du littoral, mais derrière, il y a l'humain. Ce sont des phénomènes qui auraient pu attirer notre attention plus tôt. À Argelès-sur-Mer, près de Perpignan, il y avait un millier d'habitants pendant l'hiver et 20 000 l'été. C'est énorme, avec des conséquences sur les habitants, sur les écosystèmes.

Je suis un militant farouche du développement du tourisme. Je pense que la paix sociale passe par la possibilité de chacun de se déplacer. Par le développement des loisirs et du tourisme, les gens se rencontrent, échangent. Il y a un brassage social, il y a de la socialisation accélérée par l'évènementiel, les loisirs ; la plage est un lieu de cohabitation, de partage. C'est l'aspect positif incontestable du phénomène. Simplement, il ne faut pas que ce soit fait n'importe comment. Il faut des actions de régulation. Il y a là donc des intérêts extrêmement opposés. C'est vrai qu'il y a des régions qui ne veulent pas devenir des sanctuaires mais des lieux d'accueil parce que ça fait marcher le commerce local. Le tourisme induit aussi l'installation de ceux qui étaient jadis des touristes en résidents permanents, ce qu'on appelle la phase post-touristique, ça se solde par l'arrivée de nouvelles industries, de nouvelles entreprises. Mais, compte-tenu de l'exiguïté du littoral, cette recherche de proximité de la mer doit s'accompagner d'une réflexion politique sur ce développement autour des habitants natifs qu'on a trop tendance à oublier. Il y a quelques malversations en termes de répartition des nouvelles richesses, de cette prospérité, du droit à l'habitat. Il y a un abandon politique des résidents permanents avec une situation sociale qui se tend de plus en plus.

Et si on voit le bon côté des choses, est-ce qu'on peut dire que ces résidences secondaires, qui aujourd'hui deviennent des résidences alternatives, permettent de mettre de la vie hors saison ?

La polyséentarité de ce point de vue-là permet d'avoir un flux beaucoup plus soutenu des mobilités et des habitants, et de ce fait, un taux d'occupation



Carte postale représentant La-Grande-Motte.

beaucoup plus élevé des habitats. C'est incontestable. Le développement des moyens de communication, par exemple le TGV, a modifié les pratiques sur certains axes. La « tissularisation » du territoire national passe par l'amélioration permanente des moyens de transport et de la fluidité des populations. Mais il y a là un débat parce que justement cette mobilité est polluante, même si elle est ferroviaire ; des gens se déplacent, modifient des milieux et les écosystèmes.

Les Bordelais partent sur la côte le week-end ou télétravailler en semaine. Le littoral devient-il une forme d'extension de la ville, de la métropole ?

C'est quelque chose qui se reproduit partout. Si on prend Montpellier et Palavas, Béziers et Valras-Plage, Narbonne et Gruissan, tous ces lieux sont relativement pensés dans une proximité quasi de périphérie, d'extension de banlieue résidentielle. Cela se reproduit aussi ailleurs. Je pense au Maroc : entre Casablanca et Essaouira, il y a des résidences de bord de mer qui sont devenues des stations balnéaires construites autour de petits villages de pêcheurs et qui maintenant sont considérées comme la banlieue de Casablanca. C'est un phénomène qui se mondialise complètement. _